

## EPR

# Stop à la gabegie ?

**ÉNERGIE** Une fois de plus, la facture du programme de construction de nouveaux réacteurs EPR s'alourdit. EDF doit arrêter de faire de la « haute couture nucléaire »

On le sait, il y a toujours loin de la théorie à la pratique. En théorie, le programme de construction de six réacteurs EPR2 annoncé en novembre 2021 par Emmanuel Macron devait coûter 51,7 milliards d'euros. En pratique ? On en est déjà à un coût estimé à 67,4 milliards d'euros (au dernier décompte), avant le premier coup de pioche. Prévus à Penly (Seine-Maritime), Gravelines (Nord) et au Bugey (Ain), ces *Evolutionary power reactors 2* sont les nouveaux réacteurs nucléaires à eau pressurisée. Problème : décidé en 1989 par François Mitterrand et le chancelier allemand de l'époque, Helmut Kohl, le réacteur nucléaire « nouvelle génération » n'a encore jamais produit le moindre watt en France. À ce jour, il n'y a qu'en Chine et en Finlande que des EPR (initialement appelés *European pressurized reactors*) ont été mis en service, entre 2018 et 2023 ; et pour des coûts astronomiques : 12,2 milliards pour Taishan 1 et 2 en Chine (contre 8 milliards prévus) et 11 milliards pour Olkiluoto 3 en Finlande (contre 3,7 milliards prévus).

En France, le seul EPR en cours de construction est celui de Flamanville 3, dans le Cotentin. Initialement prévu pour être mis en service en 2012, il devait contribuer à assurer une indépendance énergétique à la France pour au moins soixante ans. À la pose de la première pierre, le 3 décembre 2007, son coût était estimé par EDF à 4 milliards d'euros, pour un délai de construction prévu de 54 mois. Dix-sept ans plus tard, l'EPR n'est toujours pas prêt... Quant à son coût, il s'est envolé. En 2015, EDF annonçait 12,4 milliards. Mais en juillet 2020, la Cour des comptes corrigeait ces perspectives en ajoutant 6,7 milliards, soit

un total de 20,1 milliards... Et aujourd'hui ? EDF ignore les dépenses supplémentaires calculées par la Cour des comptes et annonce toujours un coût de 12,7 milliards et une mise en service fin mars 2024. L'Autorité de sûreté nucléaire, qui valide les installations, est plus mesurée. « *Ce sera difficile, mais c'est possible. Le calendrier est tendu. Il n'y a aucune marge, notamment si EDF n'apporte pas les derniers éléments que nous avons demandés. Nous prendrons notre décision lorsque nous disposerons de l'ensemble des éléments que nous attendons de la part d'EDF* », a déclaré Bernard Doroszczuk, le président de l'ASN, lors de sa conférence de presse annuelle du 30 janvier dernier.

## À l'arrivée, c'est le contribuable qui paie la note

En attendant, le coût estimé du mégawattheure que produira l'EPR de Flamanville se révèle particulièrement préoccupant pour la Cour des comptes : 120 euros, contre 60 euros en moyenne pour une centrale actuelle, selon la Commission de régulation de l'énergie. Un avis que partage Thierry Bros, professeur à Sciences Po Paris et conseiller énergie au Centre énergie de l'Institut Jacques Delors : « *À chaque nouvel EPR, EDF propose un nouveau prototype interminable à construire dont le coût final se révèle désastreux et ne sera jamais rentable. Il y a eu la Finlande, Flamanville et ceux d'Hinkley Point en Grande-Bretagne qui dépasseront les 50 milliards... À l'arrivée, c'est le contribuable qui paie la note. Pour fournir une*

*électricité abondante, décarbonée et peu coûteuse, EDF doit arrêter de chercher à fabriquer du sur-mesure et passer au prêt-à-porter en matière de centrales nucléaires.* »

Selon Thierry Bros, EDF doit entendre Bruno Le Maire quand le ministre de l'Économie exhorte l'entreprise à « *apprendre à tenir ses coûts et son calendrier* » en matière de construction des nouveaux réacteurs commandés par l'État. « *Il en va de la vie même de notre économie*, poursuit Thierry Bros. *On a vu les difficultés rencontrées par les entreprises et les ménages il y a deux ans avec la flambée des coûts de l'énergie. N'attendons pas qu'EDF réalise une prouesse technologique pour le plaisir de faire une prouesse technologique, mais simplement qu'il fournisse une énergie accessible !* » La solution la plus simple serait de construire les futures centrales sur la base de la technologie éprouvée jusque dans les années 1980. D'autant que le réarmement industriel de la France voulu par Emmanuel Macron nécessite beaucoup d'énergie. Toutefois, si la France assiste à la déroute de son énergie nucléaire, qui doit-elle blâmer ? Emmanuel Macron a peut-être eu des revirements et un manque de vision stratégique, mais une politique énergétique se construit sur au moins dix ans. Le locataire de l'Élysée a participé à la destruction de ce qui faisait la gloire de la France, mais de l'avis de tous, il n'en est pas l'unique responsable. Tous les yeux convergent vers les dirigeants d'EDF et les ministres précédents qui n'ont pas su entretenir le parc nucléaire ou ont, un temps, fait les yeux doux à quelques lobbies écologistes... ●